

autour d'un
clocher



EGLISE DE SAINT-HUBERT, CÔTE DE YTHÉBY

Imprimé à titre gracieux par Pratt & Whitney Canada



paroisse saint-hubert

LOUISE JALBERT

AUTOUR D'UN CLOCHER
Paroisse de Saint-Hubert
1862-1987

SOCIETE D'HISTOIRE DE SAINT-HUBERT

Société d'Histoire de Saint-Hubert
C.P. 24
Saint-Hubert,
Québec

Exécutif:

Monique Martin, présidente
Camilla Szick, vice-présidente
Ginette Fortier, secrétaire
Micheline Hébert, trésorière

Photo de la couverture:

Eglise de Saint-Hubert, propriété
de l'Hôtel de Ville de Saint-Hubert.
Photographe: Sylvain Mandeville.

La diffusion de cette brochure est
sous la responsabilité exclusive de
la Société d'Histoire de Saint-Hubert.

N^o ISBM 2-9800858-04

1 - Trimestre 1987



Aujourd'hui, nous présentons
une brochure qui raconte
l'histoire de la fondation
d'une paroisse, celle de Saint-
Hubert. Grâce à la persévérance
et à la ténacité des pionniers,
cette desserte fut érigée
canoniquement en paroisse,
en 1862.

La Société d'Histoire de
Saint-Hubert est heureuse de
présenter à la population le
résultat de ses recherches,
à l'occasion du 125e anniversaire
de la paroisse.

Monique Martin,
Présidente

REMERCIEMENTS

Un merci tout particulier est adressé à Mesdames Ginette Fortier, Micheline Hébert et Monique Martin pour leur grande générosité, leur disponibilité, leur immense collaboration et pour la chance offerte depuis deux ans.

Merci à Monsieur Marcel Trudeau, le curé de la paroisse, qui nous a donné l'accès aux archives de la fabrique.

Merci à Mesdames Claire Fitzgibbon et Cécile Péland pour leur accueil au moment de nos recherches.

Merci, enfin, à Pratt & Whitney pour leur collaboration.

L.J.

UNE PAROISSE EN GESTATION

Dimanche, 26 octobre 1862, à l'heure des grands-messes paroissiales de Saint-Antoine de Longueuil et de Saint-Hubert, les ouailles sont attentives. D'aucunes expriment de la résignation, de la rage, de la joie, de la satisfaction ou du soulagement, car les curés annoncent aux prônes que Monseigneur Bourget a finalement accordé, par décret canonique, le statut de paroisse, indépendante de celle de Saint-Antoine de Longueuil, à la desserte de Saint-Hubert.

Certains disent: "Ca y est, ils l'ont eu". D'autres s'écrient: "On l'a, on l'a". Dépit et déception côtoient bonheur et contentement, car ce n'est pas sans frictions que la paroisse de Saint-Hubert est née.

Son existence ne se justifie pas d'abord par des raisons d'ordre spirituel. Elle ne reflète pas non plus la politique colonisatrice du clergé catholique de cette époque(1). La paroisse de Saint-Hubert n'est pas fondée pour enrayer la crise agricole du Canada-Est, pour contrer l'exode vers les Etats-Unis ou pour servir d'exutoire au trop-plein démographique des vieilles paroisses de la région(2). Sa création ne l'empêchera pas de connaître tous ces mouvements, apanage de la vallée du Saint-Laurent, dont elle fait partie. La paroisse est plutôt érigée à cause d'un problème plus terre à terre, temporel et qui ne date pas d'hier: l'éloignement.

Déjà en 1805(3), Augustin Chaboillez, le nouveau curé de Longueuil, constate que l'église, datant de 1724, est trop petite. Il s'engage alors à en bâtir une nouvelle. Son projet connaît maintes résistances de la part des habitants francs-

tenanciers de la Grande Ligne, des Aulnages et des régions les plus éloignées du village. Ceux-ci affirment ne pas vouloir souscrire aux dépenses que le projet entraînerait, car ils s'imaginent qu'ils seront bientôt détachés de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil et annexés à celles de La Prairie ou de Chambly. Des pétitions d'opposition circulent pendant que Joseph Dubuc et Etienne Fournier dit Préfontaine proposent carrément la division de la paroisse. Période difficile, période noire pour le curé et ses adversaires — M. Fournier se retrouve en prison par excès de zèle. Malgré tout, la situation se calme et la première pierre de l'église est bénite à l'automne 1810. La partie est perdue, mais pour un temps seulement.

Durant les décennies suivantes, certains paroissiens se plaignent, auprès de Monseigneur, de l'éloignement, du mauvais temps, des chemins impraticables, des heures trop matinales des services religieux. Plusieurs d'entre eux doivent parcourir jusqu'à huit ou neuf milles pour se rendre à l'église.

Un groupe de scissionnistes refait surface au milieu des années 1850, alors que l'église de Longueuil est à nouveau trop petite et que Saint-Lambert affaiblit la paroisse en obtenant le contrat du pont Victoria. Entrant dans une ère de prospérité, ses habitants réclament leur séparation d'avec la municipalité de paroisse de Longueuil et obtiennent leur chapelle en 1857. Pendant ce temps, les marguilliers de Longueuil font ajouter des bancs à leur église afin d'éliminer le problème d'espace et thésaurisent pour en bâtir une nouvelle. Les ajouts se révèlent insuffisants.

Les habitants de la Savane, du Chemin de Chambly et de la Grande Ligne ont alors suffisamment d'atouts entre les mains pour oser demander à Monseigneur Bourget l'érection d'une chapelle-desserte ou, mieux encore, la création d'une nouvelle paroisse entre Longueuil et Chambly.

Pétitions et requêtes favorables à la division circulent bientôt, alors que deux figures de proue s'appêtent à passer à l'histoire: Moïse Vincent (1817-1888) et Laurent Benoit (1807-1870). Ces deux hommes, descendants de pionniers de Longueuil, ont l'avantage de posséder plus d'argent que la moyenne de leurs compatriotes et d'avoir ainsi une influence certaine. Ils prennent donc la tête des scissionnistes et s'embarquent sur une eau tourmentée. Ils doivent affronter le curé de Longueuil et plusieurs habitants qui, après l'expérience de Saint-Lambert, voient d'un mauvais oeil un deuxième démembrement de leur paroisse. Ce détachement signifie pour eux une perte d'ouailles, d'argent, de territoire au moment où tous doivent économiser pour bâtir une nouvelle église.

Qu'importe. Vincent et Benoit ne lâchent pas prise. Le sérieux de leur projet est confirmé par les dons qu'ils font à la Corporation Episcopale Catholique Romaine du Diocèse de Montréal. Moïse Vincent se départit de quelques arpents de terre sur lesquels la future église sera bâtie(4) et donne cinq cents dollars pour défrayer certains frais de construction(5). Laurent Benoit offre un chemin de trente et un arpents de longueur sur ses terres pour relier la Grande Ligne au Chemin de Chambly(6) et faciliter ainsi le voyage des ouailles concernées(7). Monseigneur Bourget leur donne finalement raison en leur accordant le droit de faire construire une chapelle-desserte.

Il fait planter une croix sur la terre de Moïse Vincent, à l'endroit où l'église sera construite(8).

Les francs-tenanciers, favorables à la division, s'empressent de réclamer les services d'un notaire, le 30 septembre 1857, pour passer un acte d'élection de syndics qui auront la lourde tâche de faire bâtir l'église(9). Réunis chez Moïse Vincent, ils élisent neuf d'entre eux: Laurent Benoit, président, Moïse Vincent, leur hôte, Alexis Tremblay, Alexis Bouteiller, François David, Jean-Baptiste Baillargeon, Toussaint Pagé, Hypolite Brosseau, Toussaint Renaud. François Charron est élu pour leur servir de secrétaire-trésorier. Il est assisté de Louis Trudeau.

La tâche dévolue aux syndics consiste à:

"(...) faire faire tous les travaux de la dite église soit à l'entreprise ou de toute autre manière (...) ainsi que faire un emprunt qui n'exèdera pas mille Louis courant (...); si le montant des souscriptions ne peut suffire pour faire faire les murs, la couverture, le plancher du bas & l'autel de manière à pouvoir officier dans la dite église dans ce cas les dits syndics auront le droit de faire un emprunt de ce qu'il y aura de déficit (...). De plus les comparants donnent le droit aux dits syndics d'intenter toutes poursuites contraintes & diligences nécessaires tant pour la perception des souscriptions déjà prises que pour celles qui le seront à l'avenir ainsi que pour les autres affaires ayant rapport aux dits travaux (...)"(10)

Cet acte résume ce qui attend les scissionnistes:



EGLISE ET PENSIONNAT DE SAINT-HUBERT

Béni à Montréal, le quinze du
mois d'octobre mil huit cent soixante et
deux, dans notre église et devant et
contre-sens de notre Secrétaire ad hoc.

1858. G. L. P. S. C. S. C. S. C.

*Le sousigné, évêque et commandeur de cette paroisse
certifie avoir lu et publié à haute et intelligible voix
au maître de la messe paroissiale de St Hubert le
dix-huitième d'octobre et des autres parts, dimanche le
vingt-huitième d'octobre mil huit cent soixante deux.*

L. Bissonnet

EXTRAIT DU DECRET CANONIQUE

une tâche monumentale et une lourde charge financière.

Les syndics se mettent à l'ouvrage. Ils engagent Victor Bourgeau, architecte, pour faire faire les plans et devis. L'automne et l'hiver s'écourent sans qu'il soit possible de commencer les travaux. Mais, dès le printemps 1858, les plans sont prêts et les syndics passent les marchés avec divers entrepreneurs. Le 2 avril, Joseph Payet dit St Amour, un maçon de Longueuil, est engagé pour faire tous les travaux de maçonnerie de l'église(II). Le lendemain, Louis Bissonnet, un menuisier de Longueuil, est chargé de faire les travaux de charpenterie et de menuiserie(12). Un tas de journaliers doivent être engagés pour transporter des pierres, du sable, de la chaux, du bois et d'autres matériaux. Divers problèmes surgissent. Entre autres, Joseph Payet dit St Amour s'empresse de faire un prêtêt contre les syndics, le 14 octobre 1858, car il affirme que Louis Bissonnet fait mal son ouvrage, que cela pourrait "(...) occasionner le déboulement des (...) murs (...)"(13) qu'il a fait et qu'il veut être déchargé des dommages qui pourraient en résulter. D'autre part, des ouvriers sont blessés.

Malgré tout, la chapelle-succursale est prête à recevoir des fidèles dès l'hiver 1859. Le 9 janvier, Monseigneur Bourget, assisté du curé de Longueuil, écrit dans le cahier des délibérations qu'il a:

"(...) béni solennellement une église-succursale, située dans la Paroisse de St-Antoine de Longueuil, (...), dont nous avons posé et béni la première pierre le 27 juin précédent, et lui avons donné, pour titulaire, St-Hubert, Evêque et Confesseur, dont la Fête se célèbre

le trois Novembre" (I4).

Monseigneur impose à ce moment ses règlements. Il veut que trois syndics soient élus pour servir de marguilliers et pour pourvoir l'église de ce qui est nécessaire au culte. Il ajoute que les habitants doivent absolument contribuer au paiement de l'église. Lors de cette cérémonie, il bénit la cloche nommée Hubert, dont les parrains et marraines sont François Charron et Adéline Mercille, Jean-Baptiste Lalumière et Rébecca Dufresne, Moïse Vincent et Marie-Théophile Benoit, Pierre Brosseau et Marie Lamarre.

Le 16 janvier 1859, Laurent Benoit, Alexis Tremblay et Narcisse Brossard sont élus syndics-marguilliers par les propriétaires du canton de la succursale de Saint-Hubert. Toute une vie qui gravitait autour du clocher de Longueuil se polarise rapidement autour de celui de Saint-Hubert. Un nouveau village apparaît et le 31 décembre 1860, il est érigé en municipalité séparée de Longueuil.

Pendant ce temps, les syndics se chargent de faire construire une maison pour le bedeau et pour servir de salle publique (I5) et une remise pour les chevaux et les voitures des paroissiens desservis par l'église-succursale. Le curé de Longueuil, pour sa part, bénit le premier cimetière de Saint-Hubert, le 5 décembre 1860.

Ces acquis satisfont plus ou moins les francs-tenanciers. Les habitants de la municipalité de Saint-Hubert veulent plus. Ils désirent leur propre paroisse. Ils adressent à cet effet une requête à Monseigneur Bourget, le 1er octobre 1861 (I6). Celui-ci délègue un député spécial au village pour vérifier les faits. Le rapport qu'il rédige

aboutit au 15 octobre 1862, date d'érection de la desserte en véritable paroisse séparée, dont le territoire correspond aux limites de la municipalité. Sa superficie s'étend:

"(...) au Sud-Ouest, partie par le Chemin de la Grande Ligne et partie par celui de Côte Noire, en gagnant le Nord-Ouest jusqu'à la ligne séparant la portion de terre de Jean Baptiste Baillargeon qui se trouve immédiatement du côté nord-ouest du Chemin de Communication de la Côte Noire au Chemin de Chambly d'avec celle de Chrysostôme Ste Marie; au Sud et au Sud-est par la Paroisse de St Joseph de Chambly; à l'est et au nord-est, partie par la Paroisse de St Bruno et partie par celle de Boucherville, jusqu'au trait carré séparant la terre de François Tremblay d'avec celle de Luc Dubuc; suivant le dit trait carré et le trait carré nord-ouest des autres terres du Cinquième Rang du Fief Tremblay, ayant leur front, au Chemin communément appelé Chemin de la Savanne; par le trait carré nord-ouest de François Charron et de la Veuve et héritiers d'Antoine Vincent, dans la Baronnie de Longueuil, et par la ligne sud-ouest de la dite terre de Veuve Vincent, jusqu'à la ligne séparant la terre de Louis Benoit fils de Laurent, et celle de Michel Delâge fils de Louis, jusqu'au Chemin de péage qui conduit de Longueuil à Chambly; au sud-ouest du dit Chemin, suivra(sic) la ligne, entre la terre d'Olivier Fournier et celle d'André Brossard, suivant ensuite le trait carré, entre les terres du susdit Chemin de Chambly, en remontant, et celles du Chemin de la Côte

Noire, jusqu'à la ligne des dites portions de terres de Jean Baptiste Baillargeon et Chrysostôme Ste Marie qui sera suivie jusqu'au dit Chemin de la Côte Noire" (17).

Le décret canonique est lu aux prônes des grands-messes de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil et de la toute dernière née, Saint-Hubert, le 26 octobre suivant. Certains célèbrent alors la réalisation d'un rêve, pendant que d'autres tempêtent ou se résignent. Longueuil n'aura sa nouvelle église qu'en 1885.

La paroisse de Saint-Hubert est née.

POUR UN CLOCHER

Pour un clocher, cent cinquante familles environ sont embarquées sur une galère. Elles vont apprendre à tenir la barre sur une eau tumultueuse qui les entraînera périodiquement aux sommets ou aux creux des vagues. Un calme relatif surviendra après une longue et pénible tempête, leur laissant finalement la possibilité d'atteindre et de maintenir un rythme de croisière.

L'élection de François Guertin, de Julien Brosseau et de Moïse Vincent, le 8 février 1863, comme premiers marguilliers, inaugure les activités de la nouvelle paroisse. Une suite inimaginable de réparations et de chantiers divers occupent et occuperont les marguilliers actuels et futurs, en grevant du coup, le budget paroissial et la bourse des contribuables.

Première époque (1858-1863): le départ

Une première phase se dégage de 1858 à la fin

de l'année 1863. C'est l'époque de la construction de l'église, de la location d'une maison à Moïse Vincent pour servir de presbytère au coût de 60\$ par année, de l'abonnement à l'Association de l'Assurance Mutuelle des Fabriques des Diocèses de Montréal et de St-Hyacinthe alors que l'église, la sacristie, la maison du bedeau et la remise des voitures sont assurées pour la somme de 8 634\$. C'est aussi le moment où il faut construire un charnier, réparer la maison-presbytère et y ajouter des chambres.

En conséquence, la fabrique s'endette. Dès 1859, la balance entre les recettes et les dépenses est négative. En 1862, il y a un manque à gagner, pour cette seule année, de 212 Livres 19 Shillings 1 1/2 Sol (18), somme qui s'ajoute aux dettes des années précédentes. Les marguilliers éprouvent certaines difficultés à aller chercher l'argent des paroissiens qui ont des arrérages envers la fabrique.

La première visite pastorale de la paroisse, le 14 juillet 1863, place les marguilliers dans une situation inconfortable. Monseigneur Bourget les exhorte à garnir l'église d'objets de culte tout en dépensant le minimum d'argent possible, à liquider les dettes de la fabrique sur le champ, puis à construire une rue tout autour du terrain de la fabrique, à bâtir une allonge avec portail et clocher en avant de l'église, encore en chantier, et à construire un presbytère et des dépendances curiales. Comment arriver à effacer des dettes passives tout en s'engageant sur de nouveaux projets? La pilule passe peut-être plus facilement que prévu, car Monseigneur Bourget flatte l'un des fondateurs, Moïse Vincent, en lui accordant le privilège d'avoir un banc sa vie durant et la sépulture gratuite dans l'église "en

reconnaissance des dons généreux qu'ils (lui et sa femme) ont fait à l'Eglise de cette paroisse". De plus, il remet officiellement les titres du terrain que Moïse Vincent avait donné à la Corporation Episcopale, en 1857.

Malgré ces bonnes nouvelles, les marguilliers doivent exécuter leurs tâches. Ils empruntent 4 000\$ pour payer les dettes et font élire sept syndics, en décembre 1863, pour obéir au décret de l'évêque, qui les charge de construire l'allonge, le portail, le clocher, le presbytère et les dépendances curiales. Laurent Benoit, Louis Brosseau, François David, Michel Ste Marie, Epiphane Tremblay, Jean-Baptiste Baillargeon et Henri Mercille recommencent des démarches auprès de Victor Bourgeau, l'architecte, et auprès d'entrepreneurs divers pour réaliser les désirs de Monseigneur.

Second temps (1864-1873) : au creux de la vague

Après un départ mouvementé, neuf lourdes années attendent les paroissiens et les syndics.

De 1864 à 1873, les marguilliers doivent voir aux activités ordinaires de la fabrique tout en tenant compte des ordonnances de Monseigneur. Ainsi, ils doivent acheter un harmonium, engager une organiste (Mlle Emeline Robert), un bedeau (M. Hercule Carrière), un chantre (M. Azarie Lavigne), s'occuper des casuels des curés, de l'achat d'habits sacerdotaux, du bois de chauffage, du charbon, du vin de messe, de l'huile, des réparations à faire à la cloche, aux fenêtres de l'église et de la sacristie, agrandir le cimetière, voir à l'entretien des poêles à charbon, au lavage printanier de l'église et de la sacristie, faire ouvrir un chemin autour du terrain de la fabrique et le clôturer, réparer le maître-autel, payer le

loyer de la maison-presbytère, acheter des cierges, de l'encre, des livres pour tenir les comptes, de la nourriture, augmenter les polices d'assurances en fonction des travaux exécutés et voir à bien d'autres choses, tout en tentant de limiter les dépenses et de liquider les dettes. Peine presque perdue, car en 1864, les dépenses dépassent de III2 Livres 6 Shillings 7 Sols les recettes. Les dettes gonflent.

En 1866, la situation ne s'améliore pas. Le 3 novembre, Monseigneur Bourget accorde aux marguilliers le droit de faire faire une voûte dans le chœur de la grand-nef de l'église, des plafonds dans les petites nefs, de tapisser et de peindre les murs et les piliers, de faire le jubé et son plafond, de construire deux escaliers pour monter à ce jubé, de bâtir un tambour devant les deux petites portes du portail. Les dépenses augmentent encore.

Monseigneur Bourget refait une visite pastorale, le 8 juillet 1867. Il ordonne de liquider les arrérages et les dettes. D'autre part, il considère que l'agrandissement du cimetière est mal situé. Il annule donc l'acte du 24 septembre 1865, adopté par les marguilliers, et choisit un nouvel emplacement. Il ordonne ensuite de déplacer les corps récemment inhumés à l'endroit déterminé par les marguilliers et de clôturer le nouveau cimetière pour le mettre à l'abri des animaux.

En août 1867, les marguilliers doivent envisager une nouvelle dépense. Moïse Vincent décide de vendre la terre où est située la maison-presbytère. Cette question est grave, car la transaction signifie qu'il faut hypothéquer les biens de la fabrique. L'aboutissement final aura lieu en

avril 1868, alors qu'ils décideront d'acquérir la terre.

Un autre casse-tête se présente aux marguilliers, en 1869, alors que l'emprunt de 4 000\$, effectué en 1863, est réclamé par M. Beaudry, le gérant de la succession Masson, à qui l'emprunt avait été fait. En mai, il oblige la fabrique à signer un contrat d'hypothèque. En octobre 1870, les marguilliers se sentent incapables de rembourser la succession et réclament le renouvellement de l'emprunt pour cinq ans, à 7% d'intérêts. L'église et les biens fonds de la fabrique sont réhypothéqués. En 1872, les paroissiens autorisent les marguilliers à emprunter 4 000\$, à de meilleures conditions, pour rembourser la succession Masson et régler le problème de l'hypothèque.

Durant cette période, les Révérendes Soeurs du Bon Pasteur d'Angers viennent s'installer dans la paroisse. Leur arrivée, en mai 1870, marque une ère nouvelle. Les filles pourront recevoir une éducation dite "convenable". Elles demandent à la fabrique le don d'un terrain, voisin de l'église, pour y bâtir un couvent. Elles désirent être exemptées de toutes répartitions légales, la possibilité d'avoir des bancs gratuits dans l'église et une part du cimetière. La fabrique leur accorde tout cela en février 1871 et assume certaines dépenses.

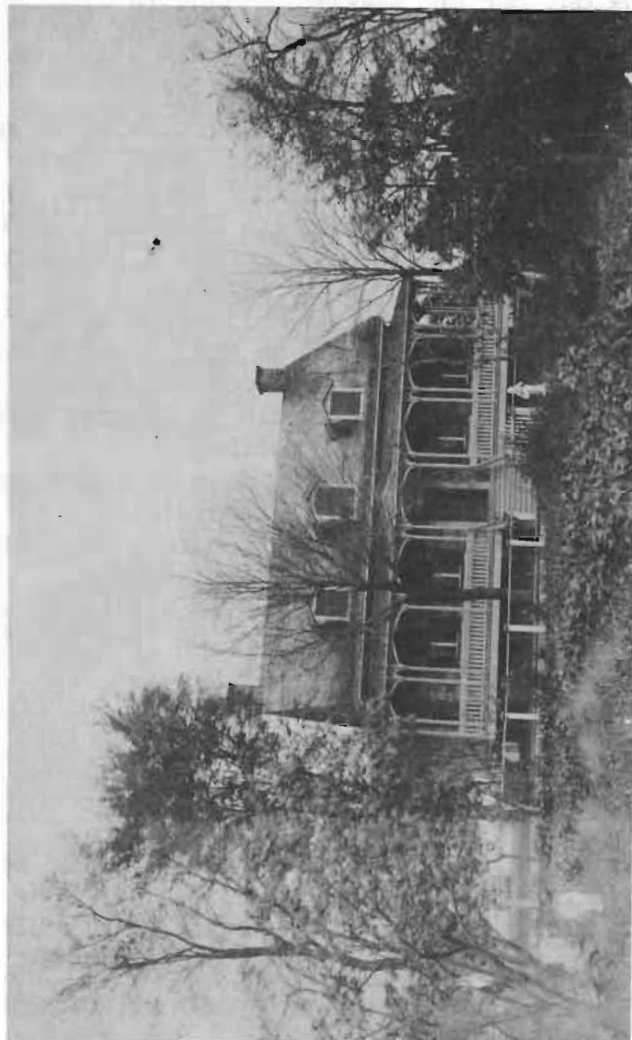
Toutes ces charges financières sont combinées aux frais que contractent les sept syndics pour les chantiers qu'ils mettent en branle. Pour les contribuables, la charge pèse beaucoup.

Laurent Benoit, qui prend la présidence du corps des syndics, en avril 1864, se charge rapidement de réclamer aux Commissaires pour l'érec-

Cahier d'annonces des curés, 22 mai 1887

"Ceux qui ont des monuments dans le cimetière sont priés de les mettre en bon état dans le courant de la semaine pour que tout soit en ordre pour la visite de Monseigneur. Monseigneur arrivera à St Hubert le 30 du mois courant c.à.d. demain en huit dans l'après-midi. Le 31 les enfants feront leur 1ère Comm. et seront confirmés. Mgr quittera St-Hubert le 31 dans l'après-midi pour se rendre à Longueuil où il consacra l'Eglise le 1er Juin. Vous vous ferez tous une obligation de vous trouver présents à l'arrivée de Mgr. Soyez tous rendus pour 2 1/2h. Lundi et nous ferons notre possible pour décorer le chemin de Chambly depuis Mr Ls Trudeau jusqu'à l'Eglise. Comme la 1ère Communion ne doit se faire que Mardi le 31, la retraite préparatoire à la première communion commencera vendredi prochain au lieu de Jeudi comme je l'avais annoncé. Vous considèrerez le jour de la visite de votre premier Pasteur comme un jour de Fête Solennel et vous vous ferez un devoir de vous approcher des Sacrements de Pénitence et de L'Eucharistie Lundi et Mardi matin. Mgr lui-même se fera un bonheur d'entendre vos confessions si nous ne sommes pas assez de Prêtres pour vous confesser tous. Nous ferons laver les allées de L'Eglise Mercredi, je prie les propriétaires des bancs de laver ou de faire laver leur banc, s'ils le veulent Lundi et Mardi avant que les allées soient lavées."

.....



Presbytère construit en 1871.

tion civile des Paroisses dans le Diocèse Catholique de Montréal l'acceptation du projet de répartition préparé par les syndics. Les Commissaires donnent leur autorisation à la fin de décembre 1864. L'acte de répartition stipule alors que les paroissiens seront cotisés douze fois, à partir de la St-Michel (19 novembre) 1865 et subséquentement, à tous les six mois. Le dernier paiement est recueilli par Médard Emard, le 21 janvier 1872(19). Cet homme est l'instituteur de L'Ecole Modèle. Il fut élu, en janvier 1870, comme secrétaire-trésorier des syndics.

Pourtant, cette dernière collecte préoccupe peu de gens au moment où Victor Bourgeau se remet au travail et dessine les plans des travaux à exécuter. Joseph Payet dit St Amour est réengagé comme entrepreneur, en novembre 1865, pour bâtir l'allonge de l'église. Celle-ci est terminée en novembre 1867. Cette année-là, les syndics décident de retarder la construction du presbytère, car l'achat de la terre de Moïse Vincent et de la maison-presbytère qui s'y trouve reporte le besoin immédiat d'un nouveau presbytère et de ses dépendances. Camille Provost est engagé pour la construction du clocher. En 1867, les syndics ont 6 200\$ de dettes.

Le 18 décembre 1870, Laurent Benoit décède. Son fils Pierre-Basile est élu syndic pour le remplacer. En mars 1871, Jean-Baptiste Baillargeon prend la présidence. En juin, les syndics acceptent une soumission et décident de faire construire le presbytère et les dépendances curiales. Le 18 août 1871, un marché et devis entre le curé Langlois et les syndics marque le début des travaux du presbytère, travaux qui doivent être livrés pour le 1er janvier 1872(20). Le contrat des dépendances curiales est donné aux entrepreneurs

Gravel et Perron, le 25 juin 1872, qui s'engagent alors à construire une bâtisse de 84'X70' comprenant une écurie, un hangar, une remise à bois et une remise à chevaux, à terminer pour la St-Michel prochaine(21). Le 29 octobre 1872, les syndics acceptent ces travaux terminés(22). Le 1er novembre suivant, les marguilliers entreprennent les démarches pour faire assurer le nouveau presbytère et les dépendances curiales.

Pour les contribuables, ces travaux ont signifié une charge financière de 13 000\$ environ en souscriptions volontaires ou en répartition. Et rien n'est complètement payé. A la fin de 1873, la dette atteint 9,400\$.

Troisième période (1874-1886): remontée vers un sommet

Le problème majeur, au début de 1874, est d'éponger la dette. Pendant les douze prochaines années, les marguilliers vont orienter la barre de façon à compresser les dépenses, sans pour autant s'abstenir d'entreprendre de nouveaux chantiers, jugés essentiels.

Leur première réalisation débute le 23 juillet 1874, alors qu'ils reçoivent une requête venant du Bureau des Commissaires d'Ecoles réclamant un terrain pour y "(...) bâtir une maison d'Ecole Modèle suffisante pour y mettre des Frères, après que M. Médard Emard ne pourra remplir sa charge comme Professeur de cette Ecole"(23). Le 20 septembre 1874, les paroissiens acceptent donc la demande des Commissaires et chargent les marguilliers de leur céder un emplacement sur la terre de la fabrique. Filles et garçons peuvent ainsi recevoir une instruction dite "convenable" douze années après la fondation de leur paroisse, grâce aux Soeurs du Bon Pasteur et aux Commissaires

d'Ecoles.

Dans un autre ordre d'idées, les paroissiens décident, le 25 mai 1875, qu'il est essentiel d'allonger de 36 pieds la sacristie afin d'y faire des caveaux de familles et une chapelle. La dette de 9 400\$ pèse toujours sur la fabrique, mais en 1874, il y a eu un excédent de 1 195.08\$ entre les recettes et les dépenses. Ils procèdent donc aux travaux. L'année suivante, Monseigneur Fabre consacre l'autel de la chapelle et le dédie au Sacré-Coeur de Jésus (28 novembre 1876). Le jour de Noël 1876, les fondateurs de la chapelle sont récompensés par Monseigneur. Il leur offre, ainsi qu'à leurs familles et descendants, le privilège d'être inhumés dans les caveaux de la chapelle du Sacré-Coeur. Les familles de Jean-Baptiste Mercille, de Joseph Charron, de Louis Brosseau, d'Alexis Tremblay, de François Robert, de Joseph Paré, de Moïse Brosseau, de François David, d'Alexis Charron et de François-Xavier Huberdault sont ainsi honorées.

Les dettes commencent à diminuer en 1875. Cette année-là, elles chutent à 8 600\$. L'année suivante, elles passent à 7 287.25\$. Ce n'est pas suffisant pour Monseigneur Fabre qui exhorte les paroissiens, lors de sa visite pastorale du 10 juin 1877, à supporter une nouvelle répartition pour payer toutes les dettes de leur fabrique. Les marguilliers ne prennent en considération l'ordonnance qu'à partir du 25 avril 1880. Avant cette date, ils tentent de diminuer leur charge par des moyens moins radicaux. Par exemple, en septembre 1877, ils empruntent 1 300\$ à Jean-Baptiste Charron pour se soulager de leur dette envers la succession Montmarquet, dont les conditions sont difficiles à supporter. Ils engagent ensuite les Soeurs du Bon Pasteur pour l'entretien et le lava-

ge du linge de la sacristie, pour la préparation des parures lors des cérémonies et pour quelques autres tâches. Ce qui permet d'épargner sur les ménagères. En effet, l'accord stipule qu'elles revevront 120\$ par an, mais que tant que leur dette de 800\$ envers la fabrique ne sera pas payée, elles n'en verront pas la couleur. Ces mesures ont peu d'impact, puisque la dette passive, au 25 avril 1880, totalise 8 400\$. A ce moment, des réparations doivent être rapidement effectuées à l'église et à la sacristie. Un chemin couvert doit être construit entre ces deux bâtiments. Des dépenses nouvelles se profilent donc à l'horizon.

Le 25 avril 1880, les marguilliers acceptent finalement l'idée d'imposer une répartition de 6 400\$ aux contribuables, payable en sept ans. Ils décident ensuite de vendre une partie du terrain de la fabrique, utilisé pour les besoins personnels des curés, pour une valeur minimale de 2 000\$, lesquels 2 000\$ seront utilisés pour éponger l'excédent de la dette. En compensation, les curés recevront 200\$ par année, en plus de la dîme traditionnelle. Ainsi dit, ainsi fait. Les Commissaires civils approuvent la répartition, le 12 août 1880. Le 23 août de l'année suivante, les montants commencent à être perçus(24).

Au moment où les francs-tenanciers accusent ce coup, le territoire de la paroisse a été modifié. Le 3 mars 1877, Monseigneur Fabre a accordé un décret d'annexion canonique à certains habitants de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dont les limites sont bornées comme suit:

"(...) une étendue de terrain d'environ vingt deux arpents de front, sur environ vingt huit de profondeur, de la Seigneurie Grant, borné au Nord-Ouest par la

terre de Michel Lamarre, au Sud-Est par celles de François Lamarre de St-Hubert, au Nord-Est par les terres de la Concession du Chemin de Chambly, et au Nord-Ouest par le chemin de la Côte Noire qui sépare la paroisse de Longueuil et celle de Laprairie"(25).

Ces gens font désormais partie de la paroisse de Saint-Hubert. Deux ans plus tard, soit le 23 mai 1879, le curé perd des ouailles alors que "(...) sept terres formant l'extrémité de la dite paroisse de St Hubert sur le chemin de Chambly, dont trois sur le côté Nord-Est du dit chemin et quatre sur le côté Sud-Ouest"(26) sont annexées à la paroisse St-Joseph de Chambly.

Cette paroisse en mouvement est peu à peu soulagée de ses dettes. A la fin de 1881, elles totalisent 6 700\$, alors que la reddition de comptes de 1886 mentionne 2 212\$ de dettes passives, mais 3 957.41\$ d'actifs. Pour la première fois de son existence, elle peut espérer un surplus budgétaire.

Se sentant peu à peu rassurés, les marguilliers décident, dès le 8 octobre 1882, d'entreprendre des démarches pour faire réparer le portail de l'église et lui faire faire sa décoration intérieure. Victor Bourgeau est réengagé pour tracer les plans et devis. Il les présente aux marguilliers le 6 avril 1883(27). Le projet restera pourtant sur la glace, car il faut, entre-temps, s'occuper de réparations plus pressantes, telles que celles du presbytère et du charnier et construire une laiterie et une dépendance à la maison du bedeau.

A la fin de 1886, la fabrique a les reins plus

solides. Elle entre alors dans une ère nouvelle qui vient anéantir le peu d'assurance acquise.

Quatrième phase (1887-1905): au coeur d'une violente tempête

La période qui s'écoule de 1887 à 1905 vient détruire tout espoir de consolider l'assiette fiscale de la fabrique pour plusieurs décades. Les dettes s'accumulent, à un point tel qu'une véritable crise éclate dans toute la paroisse.

L'endettement commence dès 1888. L'épisode débute au moment où les francs-tenanciers présentent une requête à Monseigneur Fabre pour le supplier de leur accorder le droit de terminer leur église, leur sacristie, de refaire le portail et d'effectuer diverses réparations(28). Il leur accorde ce droit par décret, le 29 avril 1887. Le 2 mai, les paroissiens s'adressent aux Commissaires pour l'érection et la division des paroisses et autres fins dans l'archidiocèse de Montréal pour obtenir le droit d'élire des syndics(29). L'autorisation des Commissaires est donnée aux habitants le 4 mai(30). Le 22 du même mois, Louis Brosseau, Alexis Tremblay, Wilfrid Tremblay, Elie Ste Marie et Moïse Brosseau forment, après leur élection, le nouveau corps de syndics. Ils se mettent à l'ouvrage.

Le 21 juin 1887, ils choisissent un nouvel architecte pour faire évaluer les travaux à exécuter au portail(31). M. Mesnard, — l'associé de Maurice Perrault, le futur maire de Longueuil —, a dessiné les plans de la nouvelle église de Longueuil, inaugurée en 1885(32). Ses services sont retenus en juillet. Il présente son rapport le 27(33). Il se dit convaincu "(...) que la démolition entière du mur de façade est absolument né-

cessaire (...)"(34). Mesnard et Perrault proposent ensuite de faire les plans et devis(35). En novembre, les syndics acceptent de démolir le portail et de le faire reconstruire(36). Le clocher, le perron de l'église et ses marches, le chemin couvert, entre l'église et la sacristie, — dont les marguilliers parlent depuis 1880 —, le plancher de la sacristie, la voûte de l'église seront réparés. Un système de chauffage à l'eau chaude remplacera les poêles à charbon. Le 4 mars 1888, les plans et devis sont acceptés par les syndics(37). Le 21, ils demandent aux Commissaires d'accepter une répartition de 25 000\$(38). Ces derniers en recommandent une de 28 662\$, payable en douze versements à compter du 1er octobre 1888 et étalée sur six ans. En juin et juillet, ils signent des marchés avec divers entrepreneurs(39). Les travaux commencent, rendant l'église inoccupable(40).

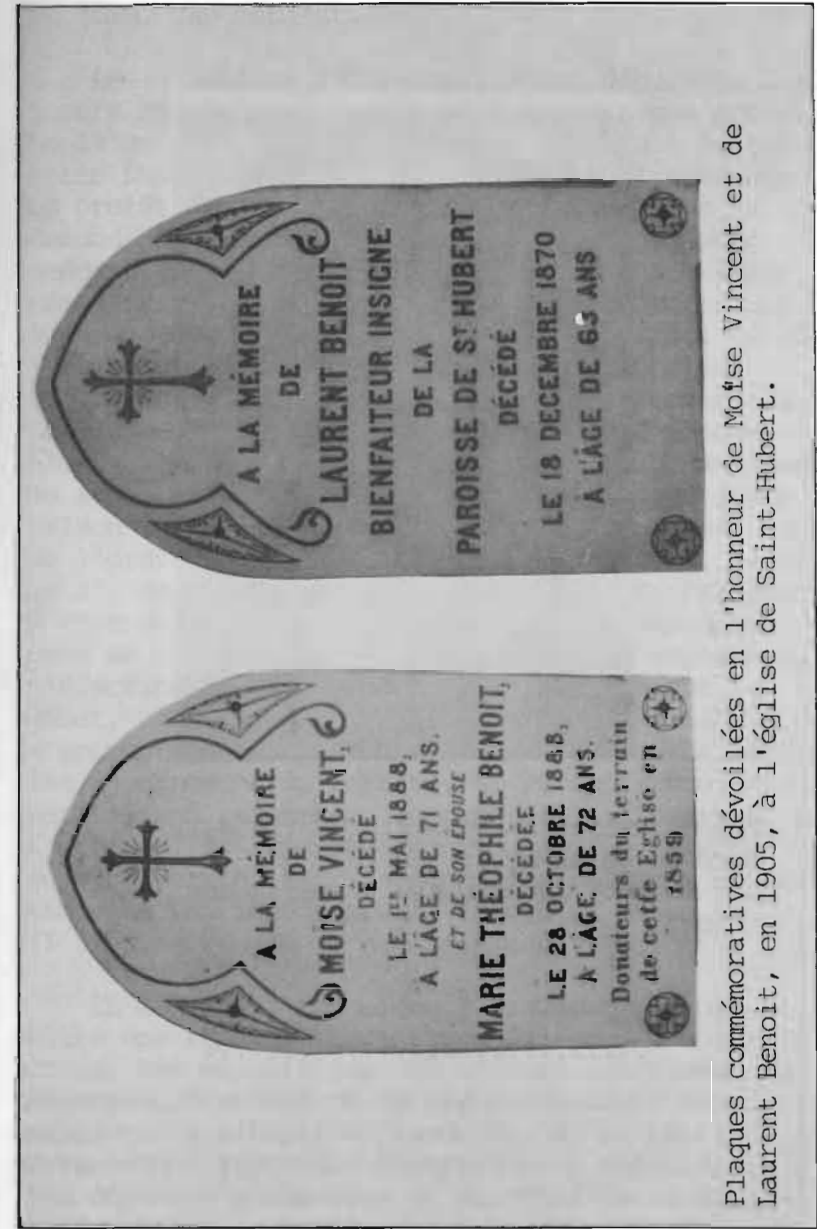
En décembre 1889, les syndics demandent une extension de leurs pouvoirs afin d'employer une part de la répartition pour acheter trois cloches et un orgue. Ce n'est qu'en juin 1892 qu'un emprunt de 1 000\$ est autorisé pour acheter les trois cloches à la compagnie Steinbeck de Londres, en attendant la rentrée de la dernière répartition. Le 29 du même mois, Monseigneur Fabre, le lieutenant-gouverneur de la province, Monseigneur Médard Emond, le premier ministre du Québec et le député du comté de Chambly à l'Assemblée Législative assistent à la bénédiction des cloches. A la fin de l'année, la dette de la fabrique atteint 8 300\$, malgré la répartition de 28 000\$. Cinq ans plus tard, l'orgue Casavant est acheté.

En octobre 1897, les remises doivent être rebâties. En 1899, la fournaise se laisse aller. Pendant tout ce temps, la dette, loin de fléchir, augmente. Les intérêts sont élevés. Diverses réparations d'entretien ne cessent d'absorber les

recettes. Le 12 juin 1900, Monseigneur Bruchési ordonne une répartition de cinq à six milles dollars pour diminuer la dette de 10 200\$ qui pèse sur la fabrique.

En 1901, la liste des réparations à faire s'alourdit. Au 21 avril, la situation est à ce point critique que le curé se décharge de toute responsabilité envers les accidents qui pourraient survenir sur le terrain de la fabrique, à cause de la couverture qui est rouillée, des ponts, des trottoirs qui laissent "énormément à désirer" (41). Le 12 mai, les paroissiens envisagent de supporter une répartition d'au moins 8 000\$ et suggèrent de changer une tradition en transformant la dîme en argent. Le curé Baillargé accepte, après mûre réflexion, de toucher 1 100\$ à la place de la dîme et des 200\$ annuels qui sont versés aux curés depuis 1880. Il se réserve toutefois le droit de revenir à l'ancienne méthode si les francs-tenanciers ne paient pas les 1 100\$. A la fin de l'année, la dette a augmenté et totalise 11 577\$.

En 1902, le curé présente aux marguilliers une liste des réparations à faire avec les estimations d'experts. Sa lecture donne l'impression que l'église est centenaire tant tout est à retoucher: façade, cloches, couvertures, planchers, autel, vestiaire, chapelle, latrines, maison du bedeau, presbytère, ponts, passerelles, trottoirs, châssis, fournaies, caveaux, etc. Les dépenses envisagées correspondent à environ 3 000\$. Le curé réclame des voyages de foin, comme par le passé, car les 1 100\$ de la dîme ne rentrent pas. La répartition s'impose. Le curé propose qu'elle totalise 11 250\$, payable en neuf versements de 1 250\$ chacun, dont le premier débiterait l'an prochain. La question reste en suspend, alors que les marguilliers sont autorisés à faire exécuter,



Plaques commémoratives dévoilées en l'honneur de Moïse Vincent et de Laurent Benoit, en 1905, à l'église de Saint-Hubert.



Frédéric-Alexandre Baillargé (1854-1928),
curé de Saint-Hubert de 1899 à 1910. Sous
son mandat, la paroisse traversa une grave
crise.

.....

en juin, des réparations.

Le 16 juillet 1902, les travaux débutent. Les joints se révèlent encore plus mauvais que prévu. Le 19 au soir, la crise éclate, alors que le notaire Dupras se pointe au presbytère et présente un protêt de discontinuation des travaux, à la demande de cinquante-sept signataires qui prétendent que les marguilliers ne sont pas autorisés à faire faire les travaux, sous prétexte que l'assemblée du 1er juin n'était pas valide. Le 20 juillet, plusieurs se rétractent en affirmant qu'ils ont signé sous de fausses représentations. Le 22, le chanoine Archambeault déclare l'assemblée valide. Le 23, l'avocat Lavallée abonde dans ce sens, alors que l'architecte Lafontaine donne raison aux marguilliers. Monseigneur Bruchési donne l'ordre formel de reprendre les travaux, le 25. Le 27, Joseph David, second marguillier, craignant d'être obligé de payer une partie des dépenses, crée un précédent en démissionnant. En septembre, l'élection d'un nouveau marguillier relance le débat, car il est question, à cette assemblée, d'emprunter 600\$ pour finir les travaux. La réunion est ajournée. A sa reprise, le 28 septembre, les paroissiens rejettent la proposition d'emprunt. Le 5 octobre, le curé fait une instruction sévère pour calmer les esprits échauffés. L'année se termine. La fabrique supporte encore sa dette de 11 577\$.

En mai 1903, Monseigneur Bruchési ordonne de faire une répartition. Afin d'éviter une nouvelle crise, les marguilliers et le curé autorisent la formation d'un comité de six paroissiens pour examiner la situation financière de la fabrique, dresser une liste des réparations à exécuter et les dépenses envisagées et discuter de la répartition à faire pour remettre la fabrique à flots.

En juillet, ce comité laisse les marguilliers emprunter 1 365\$ pour faire faire les réparations. A la fin de l'année, la dette est passée de 11 577\$ à 13 299.78\$. Malgré le comité, les paroissiens ne font plus confiance à l'administration du curé et des marguilliers. Ils refusent une répartition.

Le curé Baillargé commence à faire des concours annuels. Les recettes qu'il en retire lui permettent de payer les réparations sans endetter plus lourdement la fabrique. Cela ne l'empêche pas d'être obligé de faire une instruction à ses ouailles, en mai 1905, leur reprochant d'attaquer l'administration des curés ayant agi depuis quinze ans et de leur rappeler qu'ils refusent une répartition ordonnée par Monseigneur depuis deux ans. Le 4 juin, après une assemblée des paroissiens très houleuse, la répartition est acceptée. La charge est de 10 000\$. Le 5, Joseph Charron démissionne de son poste de marguillier en signe de protestation. Le curé justifie en chaire toute les dépenses qu'il a autorisées depuis son arrivée, en 1899, et dresse un bilan de celles effectuées depuis quinze ans. En juillet, la répartition est acceptée sur une base de dix ans.

L'événement du 26 octobre 1905 apaise totalement la tempête. Exactement quarante-trois ans après la première messe solennelle célébrée dans la nouvelle paroisse de Saint-Hubert, le curé Baillargé officie lors d'une messe de requiem, chantée en l'honneur de Moïse Vincent et de Laurent Benoit. Deux tablettes commémoratives sont dévoilées par les descendants de ces pionniers et sont posées dans l'église, au-dessus de l'endroit où ils sont inhumés. La tempête est passée. A la fin de l'année, les dettes prennent doucement une pente descendante.

Cinquième étape (1906-1966): contourner les eaux mouvantes

L'époque suivante se caractérise par l'apprentissage graduel d'une meilleure planification des dépenses.

Au début du siècle, la vie paroissiale est ponctuée de quelques événements. D'abord, une nouvelle tradition s'instaure définitivement en 1906, alors que le versement de la dîme en argent est renouvelé pour cinq autres années. Il n'y aura plus, dès lors, de retour à l'ancienne procédure. Ensuite, le 24 mai 1908, la supérieure du couvent fête ses noces d'argent de profession religieuse et la fabrique lui donne 15\$ en cadeau. De plus, un mouvement de population se dessine, mouvement qui attriste Monseigneur. Il constate que les terres passent aux mains d'étrangers et le déplore, au moment de sa visite pastorale des 17 et 18 juin 1912.

Lors de cette visite, Monseigneur analyse les comptes et se dit satisfait de l'état financier de la fabrique, car les dettes chutent tranquillement. Trois ans plus tard, soit en 1915, la répartition, qui avait soulevé la colère des paroissiens en 1905, prend fin. A la fin de cette année, la dette est tombée, des 13 259\$ qu'elle était à la fin de 1905, à 3 500\$. C'est pourtant le plus bas sommet qu'elle atteindra, car elle va augmenter les décennies suivantes. Mais curés et marguilliers vont apprendre à contourner les eaux dangereuses et réussir à éviter les grosses tempêtes.

L'entretien annuel des biens de la fabrique et les réparations ne peuvent être évités. De plus, le XXème siècle et ses innovations attirent

les administrateurs de la fabrique. Ainsi, ils modernisent les installations des bâtisses. Par exemple, ils font poser l'électricité dans l'église et le presbytère, en 1921.

En conséquence, la dette gonfle. En 1918, Monseigneur déplore les faibles recettes et suggère fortement une nouvelle répartition pour éponger le déficit de 4 800\$ que la fabrique supporte. Les paroissiens ne la subiront pas avant quatre ans. Entre temps, ils célèbrent les noces de diamant d'un de leurs pères fondateurs, le 28 octobre 1919, en la personne de François Robert et de sa femme, Aglaé Vincent.

En octobre 1922, une répartition de 10 000\$ ne peut plus être évitée. Elle s'étale à nouveau sur dix ans. Malgré cette solution, la dette augmente au lieu de diminuer, car les réparations sont très coûteuses. A la fin de 1924, elle atteint 10 078.26\$. Monseigneur invite les paroissiens à être généreux aux quêtes du dimanche. De 1925 à 1931, il refait la même recommandation à chacune de ses visites de paroisse. En 1932, la répartition prend fin. Les responsables courent, encore en 1941, après ceux qui auront toujours des arrérages sur celle-ci. Pour certains paroissiens, cette répartition était trop lourde pour leur bourse, amaigrie par la crise des années 1930. Les avocats et les huissiers se mettront à leurs trousses.

Comble de malheur, la dette ne diminue pas. La salle paroissiale doit être rebâtie (1934). Les salaires des officiers (bedeau, chantre, sacristain) augmentent régulièrement. Les assurances doivent être constamment rajustées. Les fournaies sont toujours défectueuses et les bâtisses

constamment en réparation. Au début des années 1940, l'intérieur de l'église a besoin de soins urgents. Les curés trouvent alors le moyen, par des tombolas annuelles, de payer les frais encourus et de maintenir, entre 1932 et 1943, la dette autour de 10 000\$. Puis, à partir de 1943, leurs efforts sont récompensés, alors qu'elle dégringole graduellement. En 1947, malgré les gros travaux d'asphaltage des chemins de la fabrique, elle tombe à 4 740\$.

Tout au long de ces années 1930 et 1940, la paroisse s'enrichit d'une école ménagère (1936) et d'une école normale (1939). Le grand événement, c'est l'inauguration de l'aéroport, en août 1930, avec l'arrivée du célèbre R-100. La circulation aérienne va obliger le Département du Transport aérien à illuminer, en 1939, le clocher de l'église, car il représente une menace pour les avions en temps de brouillard ou la nuit. Et pendant que les avions survolent le clocher, les Soeurs du Bon Pasteur quittent la paroisse (1936) et cèdent leur couvent à la Congrégation des Soeurs du Sacré-Coeur (1937).

L'ère de la mécanique envahit les biens de la fabrique. En 1949, elle s'équipe d'une balayeuse électrique, d'un système de chauffage à l'huile, — finie l'époque de ses poêles à charbon! —, d'une laveuse électrique, d'un "frigorifère". Elle fait installer l'eau chaude dans le presbytère. L'année suivante, elle se paie des toilettes dans toutes ses bâtisses. Signe des temps, elle vend ses vieilles remises à chevaux, devenues inutiles. Elle n'aura pourtant pas de sècheuse à linge avant 1960!

A la fin des années 1940, la paroisse est en voie d'urbanisation. En 1949, la population a

augmenté considérablement. Cela crée un problème à la Commission Scolaire qui décide de louer à la fabrique la chapelle du Sacré-Coeur pour y tenir une classe en attendant la construction d'une nouvelle école. Pendant ce temps, les marguilliers constatent le besoin d'une salle paroissiale plus grande et entreprennent d'en construire une. En 1950, ils grèvent donc la fabrique d'une dette de 16 000\$ par l'emprunt qu'il font. L'année suivante, la salle est prête. La Commission Scolaire la loue immédiatement pour installer des classes, alors que la fabrique supporte un déficit de 19 400\$.

Eponger cette dette pose un nouveau casse-tête. D'autant plus qu'au début des années 1950, le curé commence à ne plus pouvoir se fier aux revenus de la dîme, de plus en plus difficile à percevoir, à cause de la subdivision des terres et du mode de paiement, inconnu à ceux qui s'installent ou bâtissent une maison dans la paroisse. A partir de 1956, les recettes diminuent nettement. Le curé explique alors le fait par le démembrement de la paroisse(42), par:

"(...) la vente d'un grand nombre de terrains à des compagnies; par la venue de plusieurs familles qui ne semblent pas partager nos croyances; le fait que plusieurs maisons nouvelles sont louées à des aviateurs (...)"(43).

L'arrivée des nombreuses familles dont il parle, a pour conséquence de faire passer la paroisse d'un monde rural à un monde urbain(44).

Des travaux deviennent essentiels, en 1958, pour offrir un meilleur service aux paroissiens. Alors, un bureau public et une salle d'attente,

attenants au presbytère et à l'église, sont bâtis et les allées transversale et centrale, devant l'église, sont élargies pour laisser de la place aux automobiles. En 1961, le stationnement est agrandi à nouveau.

Les marguilliers envisagent de vendre l'ancienne Ecole Modèle des garçons pour tenter de liquider la dette. En 1965, ils font des quêtes mensuelles spéciales pour renflouer la fabrique, qui supporte, à la fin de l'année, une dette de 23 600\$. En novembre 1966, l'ancienne école et son terrain sont finalement vendus à la Caisse Populaire, pour la somme de 22 000\$. La fabrique va pouvoir se soulager de ses passifs grâce à ce montant d'argent.

Sixième étape (1966-1987): atteindre un rythme de croisière

Le 24 janvier 1966, la paroisse subit l'impact de la Révolution tranquille et de l'ère de la laïcisation du Québec. Une nouvelle loi des fabriques est adoptée(45). Cette législation stipule que six marguilliers, au lieu de trois, administrent désormais le domaine temporel de la fabrique. Le curé y perd tous ses droits:

"(...) il n'est plus celui qui tient maison au presbytère, responsable de toutes les dépenses comme un chef de famille (...). Le curé et le vicaire sont devenus, en ce qui regarde l'administration, de simples employés de notre Conseil de Fabrique. Ils ont leur salaire, point. Tout ceci, pour qu'à la longue, ils puissent se consacrer uniquement au travail pastoral"(46).

L'engagement d'une secrétaire date de cette époque. Pour la première fois, une femme devient marguillier. Le curé constate aussi, à ce moment, qu'il y a un problème de fréquentation le dimanche et que les quêtes diminuent beaucoup.

Les Soeurs du Sacré-Coeur ferment leurs portes en 1968, alors que les filles s'entassent dans les polyvalentes.

Au moment où le clergé québécois subit une crise, la fabrique de Saint-Hubert assure son rythme de croisière. Elle réussit, durant les années 1970, à surmonter ses problèmes financiers.

Le virage vers la droite de la société québécoise, depuis quelques années, ramène des fidèles à l'église. Avec les années 1980, le clocher abrite, chaque dimanche, plus d'ouailles qu'il n'en a vues depuis longtemps.

En 1984, l'église a fêté ses cent vingt-cinq ans de règne en se refaisant une beauté. Mais cette fois, les paroissiens n'ont pas eu à subir une répartition pour financer les travaux de rénovation. Les 96 000\$ nécessaires pour la réparer ont été octroyés en subventions. Les travaux ont débuté en mars et furent achevés à l'automne, juste à temps pour fêter Saint Hubert, son patron.

En 1987, cent trente ans après que Moïse Vincent et Laurent Benoit eurent pris la tête des scissionnistes, il est de mise de se souvenir de toutes ces gens qui ont travaillé durement autour et pour un clocher, de célébrer pour elles, pour leurs descendants et pour tous ceux qui y ont trouvé un gîte les cent vingt-cinq ans de la paroisse de Saint-Hubert.

.....

Cahier d'annonces des curés, 29 juillet 1900

"Nous avons dans la paroisse un nouveau médecin. C'est toujours un avantage ... (...) spécialement pour St-Hubert, qui n'est pas très considérable. Un médecin peut avoir, ici, la vie, assez considérable. Il ne faudrait donc pas, sans raison, s'adresser à des étrangers. Sans doute, on ne change pas facilement de médecin. Advenant cependant un nouveau cas de maladie, pour un autre membre de la vie, il est bon de profiter de l'occasion pour encourager de quelque façon. Le médecin est un peu comme le prêtre, il n'a pas d'autre source de vie que son ministère. La vie est coûteuse pour le médecin, comme pour le prêtre. Il faut bien se tenir au niveau de la situation.

Un médecin se décourage à son heure. Quel courage peut-il avoir, si dans des cas ordinaires, ses voisins, sans raisons, vont chercher un médecin à l'étranger.

On attend souvent qu'un médecin ait fait ses preuves. C'est bien, mais donner lui l'occasion de faire ses preuves. La question est tranchée en ce qui nous regarde, puisque Mr Quintal est ici depuis plusieurs mois.

Plusieurs ont eu recours à lui déjà. Les autres ont fait pour le mieux. Il n'y a de reproches faits à personne. Prenons tous la résolution d'encourager suivant le possible et de conserver à la paroisse son médecin. N'oublions pas que les paroisses qui n'ont pas de médecins ne passent point pour de grosses paroisses."

.....

Cahier d'annonces des curés, 4 novembre 1900

"Précautions à prendre contre la fièvre typhoïde: le bain froid."

.....

Cahier d'annonces des curés, 13 octobre 1918

"Epidémie de grippe espagnole. Lettre de Mgr. Basse messe le dimanche. Pas de vêpres ni autre office. Exemption de la messe pour ceux qui ont des malades. Ne pas fréquenter les familles malades. Ne pas s'exciter. Précautions: pas de parler au couvent (salive et crachats). Fermeture des classes, cette semaine pour éviter la propagation du fléau. Prières instantes."

.....

Cahier d'annonces des curés, 20 et 27 octobre 1918

"Pas de messe ni office à cause de la grippe épidémique. Depuis le 16 octobre au 9 novembre: pas d'office public: l'église fermée pratiquement. L'épidémie se fait sentir à St-Hu., surtout aux environs de la Gare, pour la première semaine, et aux aulnages, pour l'al semaine. Outre les adultes sus-mentionnés, plusieurs enfants meurent."

.....

Cahier d'annonces des curés, 10 novembre 1918

"Ouverture des églises au public. Sermon: sur les fléaux, punition de Dieu — pour nous sauver."

Notes

- 1 A ce sujet, cf. HAMELIN, Jean et Jean PROVENCHER, Brève histoire du Québec, Montréal, Boréal-Express, 1981, pp.92-93.
- 2 Idem, p.93.
- 3 Concernant la genèse de Saint-Hubert, consulter RUMILLY, Robert, Histoire de Longueuil, Ottawa, Société d'histoire de Longueuil, 1974, pp.88 à 93, 146, 155 à 169.
- 4 ANQM, Donation de terrain pour une Eglise Succursale par Moïse Vincent à la Corporation Episcopale Catholique Romaine de Montréal, minutier de maître Jobin, 31 août 1857, #8426.
- 5 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Procès-verbal de la cérémonie du dévoilement de tablettes commémoratives en l'honneur de Moïse Vincent et de Laurent Benoit, in Cahier des délibérations, reddition de comptes de la Paroisse de St-Hubert, depuis le 1er Janvier 1879 jusqu'au 31 décembre 1918, 2ème cahier, le 26 octobre 1905.
- 6 Ce chemin de trente et un arpents est l'actuelle Montée Saint-Hubert.
- 7 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Procès-verbal de la cérémonie du dévoilement de tablettes commémoratives en l'honneur de Moïse Vincent et de Laurent Benoit, op. cit.
- 8 Détail mentionné dans l'Acte d'Election de syndics nommant Alexis Tremblay & autres, minutier de maître Pages, 30 septembre 1857, # 1548, première copie, conservé aux archives de la paroisse de Saint-Hubert.

- 9 Idem.
- 10 Idem.
- 11 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Marché entre Sr Joseph Payet dit St Amour & Alexis Tremblay & autres syndics, minutier de maître Eustache Pages, 2 avril 1858, #1688, première copie.
- 12 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Marché entre Sr Louis Bissonnet & Sr Alexis Tremblay & autres syndics, minutier de maître Eustache Pages, 3 avril 1858, #1689, première copie.
- 13 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Protêt à la réquisition de Sr Joseph Payet dit St Amour contre les Syndics de l'église succursale de la paroisse de Longueuil au chemin de Chambly, minutier de maître Eustache Pages, 14 octobre 1858, #1804, première copie.
- 14 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Cahier des délibérations, règlements et redditions de comptes pour la paroisse de St-Hubert, de 1859 à 1879, le 9 janvier 1859, 80 feuillets.
- A noter qu'à l'avenir, tous les renseignements dont la source ne sera pas spécifiée référeront aux divers cahiers des délibérations de la fabrique.
- 15 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Marché entre François Durand & Sr Moïse Vincent & autres syndics, minutier de maître Eustache Pages, 3 octobre 1859, #2040, première copie.
- 16 Détail mentionné dans le Décret Canonique

donné par Monseigneur Bourget, Montréal, 15 octobre 1862, seing privé de l'Evêché de Montréal, conservé aux archives de la paroisse de Saint-Hubert.

- 17 Idem.
- 18 Monnaie de l'époque: la livre sterling.
- 19 Au sujet de la construction du portail, du presbytère et des dépendances curiales, consulter le cahier des délibérations des marguilliers ainsi que le Cahier des délibérations et des comptes pour les Syndics de St-Hubert, du 10 avril 1864 au 12 janvier 1872, pour la construction de l'allonge de l'église avec portail et clocher, du presbytère et des dépendances curiales, conservés aux archives de la paroisse de Saint-Hubert.
- 20 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Marché & Devis entre messire J.B Langlois Ptre & Sr Louis Brosseau & al es qualité, minutier de maître Isidore Hurteau, 18 août 1871, #4220, première expédition.
- 21 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Marché entre Alexandre Perron & Joseph Gravel d'une part, et les syndics de L'Eglise de St-Hubert, d'autre part, seing privé des syndics, 25 juin 1872.
- 22 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, annexe à idem, 29 octobre 1872.
- 23 Archives de la paroisse de Saint-hubert, Lettre de Louis Trudeau, président des Commissaires d'Ecole de la Municipalité de St-Hubert à J.B. Langlois, prêtre curé de St-Hubert, le 23 juillet 1874.

- 24 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Répartition et Cotisation pour la fabrique de St-Hubert pour un montant de \$6 400 faite par Ordres des Commissaires civils en date du 12 août 1880 et faite le 23 août 1881.
- 25 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Décret d'annexion canonique donné par Monseigneur Fabre, Montréal, 3 mars 1877, seing privé de l'Evêché de Montréal.
- 26 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Décret d'annexion canonique donné par Monseigneur Fabre, Montréal, 23 mai 1879, seing privé de l'Evêché de Montréal.
- 27 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Devis de la décoration intérieure de l'Eglise de la Paroisse de St-Hubert, par Bourgeau & Leprohon, architectes, Montréal, le 6 avril 1883.
- 28 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Requête aux Commissaires nommés en vertu du chapitre dix-huit des Statuts Refondus du Bas-Canada, pour l'érection et la division des paroisses et autres fins dans l'archidiocèse de Montréal, par la majorité des francs tenanciers de St-Hubert, St-Hubert, le 2 mai 1887.
- 29 Idem.
- 30 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Acte d'autorisation des Commissaires pour l'érection et la division des paroisses et autres fins dans l'archidiocèse de Montréal, de se réunir pour élire des syndics en vue de réparer et achever l'église de St-Hubert, le 4 mai 1887.

- 31 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Cahier des Syndics chargés du Portail de l'Eglise, 1887 à 1900, 21 juin 1887, 84 pp.
- 32 Robert Rumilly, op. cit., p. 211.
- 33 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Rapport de Mr Mesnard, architecte, sur le portail de l'Eglise de St-Hubert, à Alexis Tremblay Ecr, président des syndics de St-Hubert, Montréal, le 27 juillet 1887.
- 34 Idem.
- 35 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Cahier des Syndics chargés du Portail de l'Eglise, 1887 à 1900, 17 octobre 1887.
- 36 Idem, 28 novembre 1887.
- 37 Idem, 4 mars 1888.
- 38 Idem, 21 mars 1888.
- 39 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Marché entre les syndics de la paroisse de St-Hubert & MM Prenoveau, Turcot et Martineau, Entrepreneurs, minutier de maître Pierre Brais, 18 juin 1888, #6942, première copie; Marché entre les syndics de la paroisse de St-Hubert & Sr Onésime-Michel Lavoie, minutier de maître Pierre Brais, 18 juin 1888, #6944, première copie; Marché Entre MM Drapeau, Savignac & Cie & les Syndics de la paroisse de St-Hubert, minutier de maître Pierre Brais, 6 juillet 1888, #6967, première copie.
- 40 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Cahier des délibérations, redditions de comptes

de la Paroisse de St-Hubert, depuis le 1er Janvier 1879 jusqu'au 31 décembre 1918, 2ème cahier, le 11 décembre 1887: les marguilliers prévoient ne pas vendre les bancs pour toute l'année, car l'église sera en chantier à l'été prochain.

- 41 Idem, 21 avril 1901.
- 42 En 1916, une partie de Boucherville a été annexée à Saint-Hubert par un Décret d'annexion canonique donné par Monseigneur Bruchési, conservé dans les archives de la paroisse de Saint-Hubert. Mais à partir de 1949, la paroisse a commencé à être démembrée par l'érection de plusieurs nouvelles paroisses, détachées de celle de Saint-Hubert.
- 43 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Cahier des Actes de délibérations & Redditions de comptes de la paroisse de St-Hubert, du 17 janvier 1955 au 2 septembre 1964, 4ème cahier, 100 pp., 10 janvier 1956.
- 44 Le recensement de 1961 indique, pour la première fois, que la municipalité de Saint-Hubert est urbaine.
- 45 La loi #13.14, Elizabeth 11, chapitre 76.
- 46 Archives de la paroisse de Saint-Hubert, Cahier des Actes de délibérations & Redditions de comptes de la paroisse de St-Hubert, du 24 janvier 1966 au 28 décembre 1973, 6ème cahier, 15 novembre 1966, p.51.

ANNEXE

Les curés de la paroisse

1-	Jean-Baptiste Cousineau	1862-1864
2-	Amable Thibault	1864-1866
3-	Gédéon Huberdeault	1866-1869
4-	Jean-Baptiste Langlois	1869-1875
5-	Edmond Duprat	1875-1878
6-	Pierre-Thomas Hurteau	1878-1882
7-	Anthime Péladeau	1882-1887
8-	Charles Collin	1887-1893
9-	Pierre Giroux	1893-1899
10-	Frédéric-Alexandre Baillargé	1899-1910
11-	Albert Dufour	1910-1912
12-	André Fonrouge	1912-1924
13-	Jean-Baptiste Parfait Michaud	1924-1940
14-	Alcide Gareau	1940-1949
15-	Ernest Coursol	1949-1959
16-	Paul Patenaude	1959-1962
17-	Robert Georges	1962-1965
18-	Joseph Bauvais	1965-1970
19-	André Mercier	1970-1979
20-	Pierre Lucas	1979-1982
21-	Marcel Trudeau	1982-



Marcel Trudeau



Jean-Baptiste Cousineau

TABLE DES MATIERES

PRESENTATION p.III

REMERCIEMENTS p.IV

UNE PAROISSE EN GESTATION p.1

POUR UN CLOCHER p.10

 Première époque p.10

 Second temps p.12

 Troisième période p.18

 Quatrième phase p.22

 Cinquième étape p.29

 Sixième étape p.33

NOTES p.i

ANNEXE: LES CURES DE LA PAROISSE p.vii



Pensionnat de Saint-Hubert construit en 1871 sous
la direction des Soeurs du Bon Pasteur d'Angers.